

– C'est d'abord qu'ils avaient été écoeurés par huit jours de palabres des directions syndicales sans aucune proposition concrète d'action .

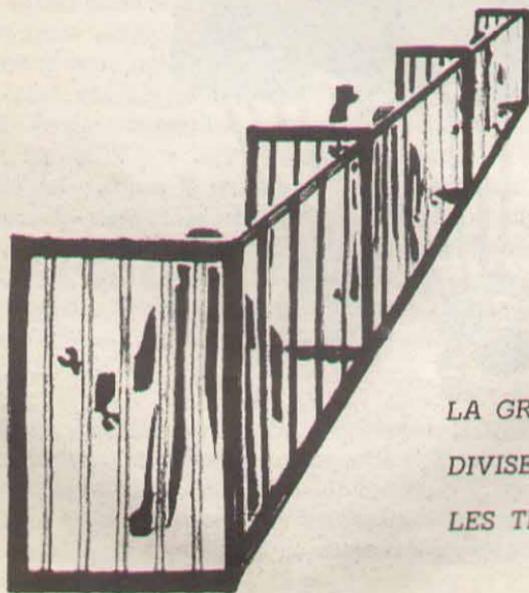
– C'est d'autre part que la grève n'a pas été organisée de manière à associer tous les grévistes à la lutte par l'organisation de comités de grève démocratiquement élus.

– C'est enfin que la fraction du PCF, dès le début de l'occupation, malgré le vote de l'immense majorité des travailleurs, a expliqué qu'il n'y avait de grévistes qu'au Mans et que tous les autres travailleurs étaient des lock-outés qui attendaient à leur poste de travail et exigeaient que cesse le « complot » de la Direction. Les travailleurs placés ainsi en position de faiblesse, puisqu'ils ne se battaient pas pour leur revendications mais attendaient la « bonne volonté de M. Dreyfus » pour travailler, ne pouvaient guère être mobilisés.

Quand on sait qu'en plus la fraction du PCF a tout essayé pour éviter l'organisation des comités de grève à Billancourt, et même les simples discussions entre militants (allant jusqu'à interdire l'usage de la bicyclette dans la Régie, ce qui aurait facilité les contacts, en raison des « risques d'accident »), on comprend que l'absence de participation à l'occupation ne prouve nullement la faible combativité des travailleurs. Elle ne prouve au contraire que la volonté de la fraction du PCF de freiner puis de casser la lutte.

Enfin le refus des travailleurs du Mans de signer le premier protocole d'accord et la forte minorité qui s'est encore dessinée au deuxième vote (plus de 900) contre la reprise, sont la preuve qu'il était possible de remporter un succès beaucoup plus grand.

C'est la politique capitularde de la fraction du PCF dans la CGT qui a entraîné la défaite.



LA GRILLE DES SALAIRES
DIVISE
LES TRAVAILLEURS